

guerre, mais ils ont toujours condamné le gouvernement de s'être lancé dans la coûteuse aventure d'une marine marchande sans calculer et sans prévoir ce qu'elle coûterait au pays déjà écrasé sous le fardeau des chemins de fer nationalisés. En 1918, le gouvernement avait quatre navires et quand les conservateurs sont tombés du pouvoir, le nombre de nos navires était de 63!

Les libéraux n'ont cessé de dénoncer la marine qui passera dans l'histoire sous le nom de "la marine de M. Ballantyne". Avec raison, ils ont reproché à cet ancien ministre de la marine d'avoir accordé sans soumissions publiques cinquante-six contrats pour la construction de navires marchands au coût total de \$43,704,962.

Cette marine marchande a fini par nous coûter \$70,000,000!

Donc, cette revue, quoique incomplète, met en lumière cette vérité indiscutable: notre situation financière déplorable est due à l'administration tory, avant, pendant et après la guerre: administration malhabile et extravagante dès 1912 et 1913; contrats de guerre qui ont dissipé plusieurs millions des fonds publics; enrôlement militaire exagéré et inutile qui, de l'aveu même de sir Arthur Currie, a fait perdre 150 millions au pays; achats de chemins de fer en faillite qui ont surchargé notre budget et qui sont en déficit, chaque année, de 60 à 70 millions; création d'une marine marchande qui nous a coûté 70 millions et entraîne une perte annuelle de plusieurs millions.

En vérité, la succession que le gouvernement tory a léguée au gouvernement libéral était pitoyable. Malgré tout, le gouvernement actuel administre la chose publique le mieux possible; l'administration des chemins de fer de l'Etat, jusqu'à ce que l'on trouve un acheteur ou qu'on en arrive à une fusion qui ne tourne pas à la confusion du pays, a été confiée à un homme d'une compétence de tout premier ordre; l'augmentation annuelle de la dette qui, même deux ans après la guerre, était de près de 100 millions sous le régime précédent, a été substantiellement diminuée; les taxes ont été amoindries et les dépenses comprimées. Le gouvernement actuel administre le pays à meilleur marché qu'en 1914, pour ce qui concerne les dépenses contrôlables.

La tâche du gouvernement libéral est lourde, difficile et n'est certes pas terminée. Le chef de l'opposition et ses suivants, qui nous ont mis dans le pétrin, non seulement nous reprochent d'y être mais ne suggèrent rien qui vaille pour améliorer les finances du pays.

Les tories n'ont qu'un remède pour tous les maux dont ils sont cause et dont nous souffrons: c'est la protection! En enfourchant

[M. Prévost.]

cette vieille haridelle, le chef du parti tory reste ce qu'il était en 1921. Il n'a pas changé. Il n'y a donc pas la moindre raison pour que l'opinion publique change sur son compte. Le parti conservateur veut une protection plutôt haute que large; le parti libéral est en faveur d'une protection plutôt large que haute, d'une protection qui profite à tout le monde.

L'hon. M. LAPOINTE: Très bien! très bien!

M. PREVOST: Ils sont pour les masses contre les classes.

Ce fut la politique de Laurier. Les tories font subir au gouvernement libéral d'aujourd'hui les mêmes attaques qu'ils portèrent contre le gouvernement Laurier. Nos adversaires veulent provoquer une panique chez les capitalistes et dans la classe ouvrière en disant que les libéraux vont ruiner les industries canadiennes.

Nous connaissons l'antienne. Elle n'est pas d'hier...Laurier y a répondu en donnant au Canada une ère de prospérité inouïe. Le gouvernement actuel y répond, à son tour, en soulageant les consommateurs sans porter préjudice aux manufacturiers.

Il est amusant de relire les prophéties de malheur formulées l'année dernière par certains conservateurs, parce que le gouvernement avait osé abaisser les droits sur quelques instruments de production. J'entends encore le député de Fort-William et Rainy-River (M. Manion), ce gosier sans égal dont la vocalise, les trilles et les variations ont fait le premier tenor de ce groupe qui fait chorus autour du chef de l'opposition, j'entends encore cet honorable député s'écrier dans cette Chambre, le 28 avril 1924:

Quelqu'un a qualifié le présent budget de suicide national. Pour ma part je l'assimilerais plutôt à un meurtre national.

L'honorable député accusait le gouvernement de vouloir anéantir les industries de l'est; il affirmait que le budget de 1924 allait tuer sans aucun doute certaines industries légitimes.

Le député de Fort-William et Rainy-River pourrait-il nous dire, cette année, avec une aussi belle assurance, quelles sont les industries légitimes qui ont été tuées par le budget de 1924?

D'autres orateurs ont dit que la fabrication des instruments aratoires, notamment, allait être ruinée; or, les faits de même que les témoignages des manufacturiers eux-mêmes démontrent le contraire.

En vérité, monsieur l'Orateur, si l'on mesure la taille des hommes de la gauche tory à leurs critiques, il n'y a pas de géants parmi eux.